

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18169 - 71ÈME ANNÉE

## La Région Réunion sous la contrainte de la pression populaire et judiciaire

### Route en mer : Didier Robert manœuvre en reculant

Le président de la Région a concédé un recul suite à la pression populaire, mais il n'a pas abandonné son objectif. Il manœuvre pour continuer son projet de route en mer. Le rassemblement pour une alternative au projet Robert sort renforcé avec cette victoire.



Une partie de la foule présente le 7 juin dernier pour s'opposer à l'ouverture d'une carrière à Bois-Blanc.

Quelques semaines après son élection, Didier Robert a annoncé l'arrêt de deux grands projets porteurs de plusieurs milliers d'emplois pour le BTP : le tram-train et la route du littoral. À la place, il a obtenu de Sarkozy le transfert des fonds prévus pour construire le train pour une route

en mer. C'est un projet de 12 kilomètres, nécessitant 18 millions de mètres cubes de matériaux.

Ces décisions ont suscité une forte opposition autour de l'Alliance. Le rassemblement s'est élargi dans la société civile avec l'association ATR-FNAUT, ainsi que des associations de protection de l'environne-

ment, comme France Nature Environnement.

Depuis le départ, le projet a bénéficié du soutien du gouvernement. L'alternance en 2012 n'a pas changé l'attitude du pouvoir. Le Conseil national pour la protection de la nature a voté à l'unanimité contre le projet de route en mer, le gouverne-

ment socialiste a donné les dérogations nécessaires à la poursuite du projet. La semaine dernière, le Premier ministre ainsi que Gilbert Annette, chef de file des socialistes aux Régionales, ont encore affirmé que ce projet est un chantier qu'ils soutiennent.

### Les opposants ont eu raison

Malgré la puissance de feu des institutions, la mobilisation commence à porter ses fruits. Les résultats donnent raison à ceux qui se battent depuis des années pour l'alternative à la route en mer. Outre de nombreux recours contre le tracé et la déclaration d'utilité publique donnée par l'État, le combat s'est élargi à toute La Réunion car se pose la question des matériaux. Elle n'était pas résolue au moment où des galets ont commencé à être jetés à la mer. C'est pourquoi l'an dernier, l'ancien préfet de La Réunion a pris un arrêté pour l'ouverture de

nouvelles carrières. Le Conseil d'État a été saisi, la mobilisation s'est organisée contre l'ouverture de ces mines de galets. Le 7 juin dernier, plus de 4.500 personnes ont manifesté contre le projet de la carrière de Bois-Blanc. Quelques jours plus tôt, le rapporteur public du Conseil d'État avait recommandé la suspension de l'arrêté préfectoral ouvrant de nouvelles carrières. Autrement dit, la mobilisation populaire et la pression de la justice ont fait capoter le passage en force tenté par la Région Réunion.

### La résistance doit continuer

Didier Robert a alors tenté de manœuvrer. Il a reçu lundi des opposants à la carrière de Bois-Blanc et il a demandé la suspension du nouveau plan départemental des carrières. Il tente donc de charger l'État qui ne fait que mettre en œuvre des décisions découlant de la volonté de la Région Réunion de

pousser le chantier de la route en mer coûte que coûte. Ce recul est une première victoire, mais le combat est loin d'être terminé. En effet, la Région Réunion ne cache pas son intention de poursuivre le projet de la route en mer. C'est ainsi que des tonnes de galets sont prélevés en bordure des champs de canne alors que La Réunion est une île qui peut subir des pluies torrentielles. De plus, la Région compte exploiter de nouvelles carrières pour continuer à jeter des galets dans la mer.

Ce recul ne change donc pas l'objectif essentiel de la majorité régionale : continuer un projet qui est une catastrophe économique et environnementale.

Fort de cette première victoire, le rassemblement pour une alternative à la route en mer va sans doute se renforcer pour faire face aux manœuvres de Didier Robert.

**M.M.**

## Les élus de l'opposition de la Région Réunion appellent à rester mobilisé

### L'Alliance : « Carrière de Bois blanc : personne n'est dupe des manœuvres de Didier Robert »

**Dans un communiqué, l'Alliance donne sa position suite à la dernière manœuvre de Didier Robert, président de la Région Réunion, au sujet du chantier de la route en mer dite nouvelle route du littoral (NRL).**

**D**epuis le lancement du projet de route en mer, dite nouvelle route du littoral, la Région tente d'avancer à marche forcée : refus d'expertise économique et financière, dérogations obtenues du gouvernement pour contourner l'avis du Conseil national de protection de la nature, sollicitation du préfet pour engager la procédure de PIG afin d'imposer aux communes l'ouverture de carrières...

Ce qui est était prévisible se produit aujourd'hui : suite au recours du maire de Saint-Leu et aux conclusions du rapporteur public mettant en exergue l'insuffisance d'évaluation environnementale, le Conseil d'État s'appête à suspendre le schéma départemental des carrières qui avait été modifié par le préfet

pour répondre aux besoins exprimés par la Région.

Didier Robert anticipe aujourd'hui la décision du Conseil d'État en demandant au préfet la suspension de l'arrêté pris à sa demande et après avoir assuré que le chantier était bouclé.

Personne n'est dupe de la manœuvre. Si la Région n'a cessé d'ignorer les alertes de l'opposition durant ces cinq dernières années, la mobilisation citoyenne, la décision imminente du Conseil d'État et surtout la proximité des échéances électorales obligent la collectivité à battre en retraite. Maître d'ouvrage du projet NRL, elle porte la responsabilité de toutes les procédures engagées et ne peut renvoyer la pleine responsabilité à l'État.

La position de la Région s'apparente à une modification de stratégie mais pas à un renoncement de ses objectifs à savoir l'ouverture de la carrière de Bois Blanc, d'où l'absolue nécessité de rester mobilisés.

Cet événement est une nouvelle illustration des aberrations du projet de route en mer, un chantier lancé sans que l'accès à la matière première n'ait été préalablement évalué et garanti.

La communication à outrance de la Région est aujourd'hui discréditée par la réalité des faits.

## Edito

# Leçons de nos cousins Mauriciens

**L**es résultats des élections municipales à Maurice ont donné 120 élus à l'Alliance gouvernementale et aucun siège à l'opposition. Cela ne s'est jamais vu.

C'est d'abord l'expression d'une crise politique profonde. Près de 65 % de l'électorat n'est pas venu voter. Cela mesure la faible représentativité des vainqueurs. Surtout qu'ils venaient de remporter une large victoire aux récentes législatives. De ce côté, le message du peuple est clair : nous sommes déjà fatigués par les promesses non tenues. Du côté de l'opposition, le Parti Travailleuse n'a pas participé aux élections. Le MMM n'a pas profité du vide pour ramasser la mise.

Ensuite, la situation est inédite, car les deux grands partis historiques n'ont aucun représentant dans les 5 municipalités en concours. Le Parti travailliste ne s'est pas relevé de la défaite législative et souffre des déboires judiciaires de son leader, Ramgoolam. Le sauvetage du siège de Député du leader du MMM, Berenger, n'a pas été suffisant pour apaiser les tensions en interne et cela a provoqué une série de départs pour créer de nouvelles organisations. La division a été fatale à tous.

Dès lors, le procès en responsabilité qui a déjà commencé ne changera rien au fond.

En effet, nous sommes au cœur d'une crise multiforme aux racines profondes. Mais les bulles qui remontent en surface balayent les repères traditionnels. Les Mauriciens souffrent de plus en plus de la situation économique et sociale. Pour faire simple, là où auparavant un emploi nourrissait toute une famille nombreuse, il faut maintenant que les 2 membres travaillent et fassent des tâches supplémentaires pour subvenir à la fa-

mille réduite. La société de consommation à l'occidentale a produit les pires frustrations sur une jeunesse de plus en plus informée, qui interroge un avenir totalement artificiel qui la dépasse. L'avenir sombre consécutif à la baisse du prix de la canne à sucre qui se vit concrètement par des milliers de familles mauriciennes est en balance avec l'annonce que leur pays est le premier investisseur en... Inde, mille fois plus peuplé, avec 7,5 % de croissance ! Ce sont là 2 réalités d'une même crise multiforme qui secoue le pays. Entre ces 2 extrêmes, il n'y a pas pour le moment de projet collectif alternatif.

Le projet de 2e République qui avait servi de base à l'alliance des 2 partis qui se sont historiquement affrontés, le Parti Travailleuse et du MMM, n'a pas été comprise par l'électorat et a été rejetée. Faut-il s'en débarrasser ? C'est peut être le moment de l'explicitier et l'approfondir davantage pour un nouveau départ au service du peuple qui souffre et qui se méfie des profiteurs en tout genre.

Ces leçons doivent nous servir également. D'où l'importance qu'il faut accorder au projet de l'Égalité réelle qu'il faut préciser, en particulier, dans sa séquence coopération régionale. Personne ne pourra mettre fin aux contradictions qui minent notre société, sans un engagement politique fort. Nous devons nous entendre, entre nous, Réunionnais, d'une part, et entre voisins, Mauriciens, Malgaches, etc, d'autre part, car c'est l'histoire et la géographie qui le commandent. C'est urgent. A Maurice, à La Réunion comme à Madagascar, nos peuples réclament une autre politique qui suppose plus de respect, de justice et d'égalité.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Dimanche au Jardin de l'État à Saint-Denis

# Célébration de la Journée internationale du Yoga

**Le 21 juin est la Journée internationale du Yoga. À l'initiative du Consulat général de l'Inde et en partenariat avec le Conseil départemental et des professeurs de yoga, une journée d'animations est prévue au Jardin de l'État. Au programme, des démonstrations, des cours gratuits et des spectacles de danse indienne.**

L'ONU a déclaré que le 21 juin est la Journée Internationale du Yoga. À La Réunion, cette célébration aura donc lieu dimanche au Jardin de l'État à Saint-Denis. C'est une initiative découlant d'un partenariat entre le Consulat Général de l'Inde, les professeurs de yoga et le Conseil Départemental de La Réunion. Les célébrations commenceront par une marche silencieuse des professeurs et élèves du yoga du Barchois jusqu'au Jardin de l'État le long de la rue de Paris à 09h15. La marche durera environ 20 minutes. Environ 200 sont attendues dans le jardin à côté de la Préfecture vers 09h00 pour le départ de la marche.

Simultanément, la célébration au jardin de l'État commencera par la projection d'un film documentaire réalisé par le Gouvernement Indien sur la diaspora indienne en France y compris les Outre-mer, particulièrement à La Réunion. Une cérémonie officielle commencera à l'arrivée de la marche sur la scène. Les hauts officiels de La Réunion s'adresseront au public, ainsi que le Consul général de l'Inde. Le déroulé de la journée inclut un film sur le Protocole International du Yoga, des prestations de yoga par une dizaine de centres de yoga, des cours de yoga gratuits, une initiation du public au yoga et des danses. La journée se clôturera par une conférence sur l'importance du Yoga et la santé.

L'objectif principal de la célébration est de sensibiliser les personnes sur les bienfaits du yoga et sa contribution pour maintenir la santé, la paix, l'harmonie et la maîtrise de soi.

## Programme de la journée

09h00-09h15 : Rassemblement des professeurs et des praticiens du Yoga au Barchois.

09h15-09h45 : Marche symbolique vers le Jardin de l'Etat au long de rue de Paris.

09h00-18h00 : Programme Culturel, Jardin de l'Etat

09h00-09h40 : Film Documentaire 'La Diaspora Indienne en France' par la Fondation Surabhi, Inde

09h40-09h45 : Danse par l'Association Sivayanama

09h45-09h55 : Prestation musicale

09h55-10h00 : Hymnes Nationaux par le Groupe Raga Anjali

10h00-10h30 : Cérémonie officielle

10h30-11h05 : Vidéo présentation – Protocole mondial du Yoga

11h05-11h10 : Danse par l'Association Sivayanama

11h10-12h10 Présentations des Associations de Yoga

12h10-12h15 : Danse par les élèves du CRR dirigée par Mme Lila Armoudom

12h15-12h20 : Musique Instrumentale

12h20-15h00 : Séances d'explications et démonstrations des différentes branches du Yoga pour initier le public, ponctuées par des danses

(Coordinatrice Mme Regine Armoudom)

15h00-16h40 Conférence Ouverte – Débats sur les bienfaits du Yoga (prévention santé, non-violence, convivialité, maîtrise de soi...)

16h40-16h55 Présentation artistique d'ensemble de Yoga chorégraphiée par Mme Lila Armoudom

16h55 : Remerciements par Mme Sabine Armoudom Paulic

## 25e Sommet ouvert depuis dimanche en Afrique du Sud

# La question des migrants au sommet de l'Union africaine

**Le Nigeria a lancé un défi aux dirigeants africains pour qu'ils fassent de leur mieux afin de renverser « la tendance non moins belle » de jeunes africains qui meurent en masse dans leur tentative de rejoindre illégalement le continent européen à la recherche d'une « vie meilleure ».**

**L**a présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, a abordé dimanche le fléau de la xénophobie en Afrique du Sud et la tragédie de la mort de nombreux Africains quittant leur pays en désespoir de cause et en train de mourir en route vers l'Europe.

S'adressant aux chefs d'Etat et aux délégués à la 25e session ordinaire de l'assemblée de l'Union africaine à Sandton, elle a déclaré que les Africains, bien que n'étant strictement pas une race homogène, possèdent un sentiment fondamental commun qui a été manifeste partout, se cristallisant en une idée de contrôle commun.

Dr Dlamini-Zuma a appelé les gouvernements à éduquer et à donner des connaissances à leurs citoyens pour assurer qu'ils ont cessé d'entreprendre les voyages périlleux à travers le Sahel et la mer Méditerranée.

Une contribution importante est venue du Nigeria, par la voix de son nouveau président, Muhammadu Buhari. Ce dimanche, il a qualifié de gêne pour les dirigeants africains, les « images des médias internationaux montrant des jeunes africains noyés dans la mer Méditerranée en essayant de rejoindre illégalement les côtes européennes, avec en bandoulière des espoirs remplis d'illusions d'une vie meilleure en Europe ».

### Déshumanisation, dévalorisation

Selon le chef de l'Etat nigérian, les tragédies qui accompagnent souvent le phénomène de l'immigration clandestine « nous déshumanisent en tant qu'être humains » et participent à « peindre et à octroyer une image dévalorisante de nos populations et de nos pays ».

« Nous qui sommes aujourd'hui réunis dans cette auguste assem-



Cérémonie d'ouverture du 25e sommet de l'Union africaine, dimanche dernier à Johannesburg.

blée, avons une obligation de renverser la donne. Nous devons mettre un terme à ces soi-disant facteurs qui poussent et forcent nos jeunes hommes et nos femmes à braver le vent et risquer leurs vies, leurs membres et toutes les composantes de leur être sur cette dangereuse et périlleuse aventure. Nous devons redoubler d'efforts pour soutenir le développement économique de nos pays, renforcer les capacités de nos jeunes, créer davantage d'emplois, améliorer et renforcer nos infrastructures et surtout, continuer à renforcer le processus de démocratisation, de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme et de l'instauration de l'Etat de droit. Ces mesures et d'autres dispositions qui engendrent la paix et la stabilité doivent être poursuivies », a indiqué le président Buhari.

**« Faire décoller notre continent »**

Le président nigérian a aussi souligné la nécessité pour les pays africains de continuer à travailler ensemble, par le canal de l'Union africaine et des communautés économiques régionales (REC), « pour faire décoller notre continent et fournir aux populations africaines l'environnement favorable pour la réalisation de leurs rêves et de leurs aspirations légitimes ».

Il ressort des statistiques de l'Organisation internationale de la migration (IOM), à travers son projet de recensement des migrants disparus, que depuis le 12 juin 2015, 1865 personnes, au total, ont perdu la vie en cherchant à traverser la méditerranée ; cependant, grâce aux efforts déployés par des pays européens qui ont entrepris des patrouilles en mer, 50.000 migrants ont pu être sauvés jusqu'ici depuis le début de l'année dans les eaux situées entre les côtes libyennes et italiennes.

# Oté

## In patriyot rényoné i pé pa koz otroman

*Matant Zélida la ékrir Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité... Moin na konm l'inprésyon, tazantan, zot i done plis l'inportans k'i fodré in promès gouvèrnman. Mi rapèl lo dévlopman andojène : na raienk zot la fé in kont èk sa ! Lé z'ot la anvoy dingué. Astèr sé lo dévlopman rèèl la mode Hollande. Mèm bann sosyalis i anparl pa, majine pi la droit. Koman i apèl sa ? In l'atrap nigo si mi tronp pa. Kisa lo nigo dann l'istoir ? Dovine, dovinaye ! Tok ! Pran sa pou toi !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr... Sak ou di la pa pou étone amoin. Pars si lo dévlopman andojène té pa in mové z'idé, sé lo gouvèrnman la pa suiv konm k'i fo ! A sé lo nouvo gouvèrnman k'i vé fé in plan pou shak péi l'outre-mèr pou trap l'égalité réel. Pa an in zour, mé lo tan k'i fo... Nou ni fé pa konmsi arien n'éte ; I f opa fèr sa kan l'avnir nout pèp épi nout péi lé an zé. Touléka nou lé konmsa ! Tok ! Pran sa pou ou.*

*Matant Zélida la di ali ankor dé pti mo :*

*Zot i oi pa gouvèrnman l'aprè balad azot dann grann larjèr. Poitan zot i doizète fini d'shodé kant mèm... dopi k'i pass la pintir dsi zot. Sha shodé la pèr lo fré. Mé zot lé pa konmsa : rotok ! Pran sa pou toi !*

*Justin la artoush ali dé mo :*

*Matant si mi konpran bien, i fo pèrd l'èspoir alor ? Fo lès tout tonbé ? Moin mi pans pa konmsa pars inn moin lé pou lo dévlopman mon péi. Dé, mi pans lo dévlopman lé posib. Nou na zatou dann nout min ! In patriyot rényoné i pé pa koz otroman. Retok ! Pran sa pou ou !*

**Justin**

**« K' i bate di bèr, lish son doi ! » - In kozman pou la rout.**

Sa in zistoir véki. Marmay, moin té i sar la boutik. In zour, l'avé in tab avèk kat zouar kart. Sanm pou moin na inn té i trish é li té i gingn la plipar d'tan. Momandoné in n'ot la di : « Si i kontinyé mi zoué pi ! ». Lo trishèr la répon sak lé marké an-o la. Pou li té normal trishé ! Mé kosa i éspas zordi dann la bone sosyété ? Kosa i éspas dann désèrtin marshé piblik ? I paré, dann désèrtin ka, la pa tout lo larzan i sava l'androi li dovré alé. Donk ni ar-rovien èk nout kozman, moin la mark an-o la : « K'i bate di bèr, lish son doi ! ». Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay zot koko, fé bouy z 'ot matyèr griz, zot va oir si rant-rant ni tonm pa tazantan dakor rantre nou.